

Cote du document:	EB 2009/96/INF.9
Date :	11 mai 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Résumé des propositions de projet, programme et don examinées par le Conseil d'administration

Conseil d'administration — Quatre-vingt-seizième session
Rome, 29-30 avril 2009

Pour: **Information**

Résumé des propositions de projet, programme et don examinées par le Conseil d'administration

Propositions de projet/programme

1. Les propositions de projet/programme suivantes ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-seizième session.

A. Afrique de l'Ouest et du Centre

Bénin: Projet d'appui à la croissance économique rurale (document EB 2009/96/R.11/Rev.1)

2. Le Conseil d'administration a approuvé un prêt de 6 millions de DTS à des conditions particulièrement favorables et un don de 6 millions de DTS au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette à la République du Bénin pour contribuer au financement du projet d'appui à la croissance économique rurale et a félicité le FIDA pour la grande qualité de la conception du projet, lequel tient compte des besoins véritables de la population rurale. Le Conseil a aussi complimenté le FIDA de se concentrer sur l'appui aux petits producteurs et le renforcement des organisations de producteurs au niveau villageois. Des éclaircissements ont été apportés concernant: i) l'alignement avec le cadre stratégique en vue de relancer l'agriculture dans le contexte de l'envolée des prix des aliments et de l'insécurité alimentaire; ii) les mécanismes institutionnels mis en place pour intégrer le projet dans le programme-pays, à savoir le programme d'appui au développement rural (PADER); iii) les principaux partenaires financiers impliqués dans le fonds d'appui aux filières; et vi) le caractère essentiel des réformes de décentralisation en cours pour assurer la pérennité du projet.

Burkina Faso: Programme d'appui et de promotion du secteur privé en milieu rural (document EB 2009/96/R.12/Rev.1)

3. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un prêt de 5,40 millions de DTS et un don de 5,40 millions de DTS au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette au Burkina Faso. L'Administrateur pour la Suisse avait communiqué par écrit des observations à ce sujet, auxquelles il avait été répondu avant la session du Conseil d'administration. Le nouveau programme vise à appuyer le développement des microentreprises et à favoriser un environnement porteur, afin de permettre à ces entreprises de prospérer, en se concentrant sur l'offre et la demande de services favorables aux pauvres en milieu rural. Le Conseil a souligné la nécessité d'une concertation sur le terrain.

Guinée: Mémoire du Président – Projet de développement agricole durable en Guinée forestière – Modification de l'accord de prêt et réaffectation des fonds du prêt (document EB 2009/96/R.13)

4. Le Conseil d'administration a approuvé les modifications proposées à l'accord de prêt et la réaffectation du reliquat des fonds du prêt au projet de développement agricole durable en Guinée forestière qui avait été approuvé en 2002 et était entré en vigueur en 2004, pour tenir compte de la nouvelle portée et de la nouvelle approche du projet. Le projet remanié constitue le point de départ du programme national d'appui aux filières agricoles. Dans le futur, ce programme sera progressivement appliqué à plus grande échelle à l'aide de ressources additionnelles du FIDA et d'autres organismes donateurs. Le programme est sous la supervision directe du FIDA. L'Administratrice pour les États-Unis a indiqué que son pays souhaitait que son abstention soit consignée eu égard aux amendements proposés dans le mémoire du Président.

Guinée: Mémoire du Président – Projet d'appui aux communautés villageoises – phase II: demande de dérogation à la règle concernant les taxes – Modification de l'accord de don (document EB 2009/96/R.14)

5. Le Conseil d'administration a approuvé, pour l'accord de prêt relatif à la deuxième phase du projet d'appui aux communautés villageoises, une dérogation à la règle concernant les taxes figurant dans les sections 4.10 a) 1) et 11.01 des Conditions générales applicables au financement du développement agricole, en vue d'harmoniser les procédures avec celles appliquées par l'Association internationale de développement (IDA). Le projet est cofinancé par la Banque mondiale selon une formule *pari passu* dans une proportion de 62:38. L'Administratrice pour les États-Unis a indiqué que son pays souhaitait que son abstention soit consignée eu égard aux amendements proposés dans le mémoire du Président.

Mali: Programme de microfinance rurale (document EB 2009/96/R.15/Rev.1)

6. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un prêt de 17,1 millions de DTS à la République du Mali pour le programme de microfinance rurale. Les Administrateurs pour le Japon et la Suisse (au nom également du Luxembourg et de l'Allemagne) ont demandé quelques explications au sujet du programme, comme suit: i) les modalités institutionnelles et les partenariats avec d'autres donateurs; ii) la création de capacités et d'institutions et la professionnalisation du personnel des institutions de microfinance; et iii) l'intégration des femmes. Les Administrateurs pour le Canada et le Danemark ont eux aussi formulé des observations concernant les modalités institutionnelles. Au cours des délibérations, l'Administrateur pour le Canada a suggéré que la possibilité d'un financement mixte soit examinée par le FIDA dans le futur. Les membres du Conseil ont reçu des réponses satisfaisantes pendant la session ainsi que par écrit, par courrier électronique.

B. Afrique orientale et australe

Burundi: Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles (document EB 2009/96/R.16/Rev.1)

7. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un don de 9,3 millions de DTS à la République du Burundi pour contribuer au financement du projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles. Au cours des délibérations, le Conseil a reconnu que ce projet était adapté à la situation au Burundi et bien conçu, et qu'il prévoyait la participation étroite du gouvernement ainsi que des consultations avec les principaux partenaires du développement dans le pays. Les Administrateurs pour l'Autriche, la Belgique, le Cameroun, la France, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni ont demandé et dûment reçu des éclaircissements sur les points ci-après: i) le suivi et l'évaluation; ii) l'assistance technique et les capacités des pouvoirs publics; iii) la préservation de l'environnement; iv) les liens avec le récent Plan national pour la sécurité alimentaire; v) les liens avec d'autres projets financés par des donateurs, en particulier le CATALIST; et vi) le cofinancement assuré par le Programme alimentaire mondial et l'Union européenne. Ces questions seront prises en compte lors du démarrage et de l'exécution du projet.

Éthiopie: Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles (document EB 2009/96/R.17/Rev.1)

8. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un prêt de 4,4 millions de DTS et un don de 4,4 millions de DTS au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette à la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour contribuer au financement du projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles. Ce faisant, le Conseil d'administration a félicité la direction du FIDA pour cet investissement spécifique, opportun et bienvenu qui permettra aux communautés locales de promouvoir l'utilisation et la gestion durables des terres et des ressources naturelles. Le Conseil a accueilli avec satisfaction le fait que les modalités prévues pour la coordination et la gestion du projet sont bien intégrées dans l'administration

régionale décentralisée et a recommandé que, au cours de l'exécution, le FIDA travaille en étroite coopération avec d'autres partenaires de développement afin de renforcer les synergies et d'améliorer le partage et la gestion des savoirs.

Maurice: Mémoire du Président – Programme de diversification rurale – Report des dates d'achèvement et de clôture (document EB 2009/96/R.18)

9. Le Conseil d'administration a approuvé le report des dates d'achèvement et de clôture du programme de diversification rurale, désormais fixées respectivement au 31 décembre 2010 et au 30 juin 2011. Le Conseil a reconnu la fragilité de l'économie mauricienne et a félicité le FIDA de ce programme positif et de l'accent mis sur les personnes touchées par les crises mondiales actuelles (envolée des prix des aliments, marchés financiers, etc.).

Ouganda: Mémoire du Président – Projet de développement de la production d'huile végétale – Modification de l'accord de prêt (document EB 2009/96/R.19)

10. Le Conseil d'administration a approuvé le report des dates d'achèvement et de clôture du projet de développement de la production d'huile végétale, désormais fixées respectivement au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2012. Ainsi, le projet pourra atteindre ses objectifs initiaux ayant trait aux petites plantations de palmiers à huile. L'Administrateur pour la Norvège s'est vu confirmer que l'attention continuerait de se concentrer sur les questions relatives à la terre et à l'environnement, en particulier s'agissant des forêts.

C. Asie et Pacifique

Afghanistan: Programme d'appui à la microfinance rurale et au secteur de l'élevage (document EB 2009/96/R.20/Rev.1)

11. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un don de 16 millions de DTS à la République islamique d'Afghanistan. L'Administrateur pour la Suisse avait communiqué par écrit des observations, en collaboration avec les Pays-Bas et le Royaume-Uni, et toutes les parties se sont déclarées satisfaites des réponses apportées, en particulier s'agissant de l'approche du FIDA en matière de création des capacités au niveau local, par opposition au niveau central. L'Administratrice pour la Suède a demandé si le montant supplémentaire de 5 millions d'USD indiqué dans l'additif se rapportait à un don ou un prêt. Il a été expliqué que, en vertu du Cadre pour la soutenabilité de la dette, l'Afghanistan est admis à bénéficier d'un financement sous forme de don uniquement. L'Administratrice pour les États-Unis a loué le programme, qui s'attachait à améliorer les conditions de vie en milieu rural des femmes qui en bénéficieraient, tandis que l'Administrateur pour le Royaume-Uni a félicité le FIDA de s'être associé à d'autres donateurs pour soutenir le Mécanisme d'appui aux micro-investissements en Afghanistan.

Chine: Projet de relèvement de l'agriculture après le séisme au Sichuan (document EB 2009/96/R.21/Rev.1)

12. Le Conseil d'administration a examiné et approuvé le projet de relèvement de l'agriculture après le séisme au Sichuan, financé par un prêt du FIDA équivalent à 19,4 millions de DTS et un don d'un montant de 1 million de DTS. Lors de l'approbation du projet, le Conseil d'administration a souligné les points suivants: i) l'approche, la stratégie et les composantes du projet sont parfaitement adaptées à la situation dans laquelle se trouvent les ménages touchés par le séisme au Sichuan; ii) les aspects relatifs au ciblage et à la parité hommes-femmes sont bien définis; iii) il est important de promouvoir le biogaz pour les populations pauvres et vulnérables non seulement parce qu'il a un impact sur la réduction de la pauvreté, mais aussi parce qu'il aide à relever les défis liés au changement climatique. Le biogaz produit par les déchets animaux et autres masses organiques est en grande partie négligé par la communauté mondiale et devrait être utilisé plus largement

dans les zones rurales d'autres pays; et iv) le projet s'intègre parfaitement dans le plan de reconstruction nationale du Gouvernement chinois. La concertation entre donateurs a été jugée essentielle et sera maintenue pendant l'exécution du projet, aux fins du partage des savoirs et de l'apprentissage.

Inde: Programme de convergence des interventions agricoles dans les zones défavorisées du Maharashtra (document EB 2009/96/R.22/Rev.1)

13. Le Conseil d'administration a approuvé un prêt d'un montant de 26,82 millions de DTS et un don d'un montant de 0,67 million de DTS à la République de l'Inde, pour contribuer au financement du programme de convergence des interventions agricoles dans les zones défavorisées du Maharashtra. Tout en approuvant ce programme, le Conseil a noté avec satisfaction la pertinence de l'intervention, eu égard à la nécessité de rétablir des activités agricoles viables et de réduire l'endettement des paysans. Le Conseil a pris acte de l'objectif déclaré du programme, à savoir veiller à une convergence effective avec les projets publics en cours et prévus, de manière à optimiser les synergies et à éviter les doubles emplois. Il a en outre souligné qu'il importait de traiter le problème des pertes après récolte pour accroître les revenus des agriculteurs.

D. Amérique latine et Caraïbes

République dominicaine: Projet de développement en faveur des organisations économiques des populations rurales pauvres de la région frontalière (document EB 2009/96/R.23/Rev.1)

14. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un prêt de 9,45 millions de DTS à la République dominicaine pour contribuer au financement du projet de développement en faveur des organisations économiques des populations rurales pauvres de la région frontalière. Le Conseil a reconnu que le projet répondait clairement à une priorité du gouvernement et était bien ciblé. Il a été expliqué que ce projet représentait une étape importante sur la voie de la consolidation du rôle du FIDA en tant que partenaire stratégique pour le développement rural de la République dominicaine. L'accent mis sur les produits de niche (produits du commerce équitable, produits biologiques) se justifiait par le fait que la République dominicaine en était devenu l'un des principaux exportateurs au monde. Enfin, il a été noté que le projet comportait des éléments d'innovation importants, par exemple le système pilote d'assurance indexé contre les intempéries, lequel, en cas de succès, serait reproduit et appliqué à plus grande échelle.

Propositions de don

15. Lors de la présentation de ce point de l'ordre du jour, le Conseil a été informé, s'agissant du don (approuvé par le Conseil à sa quatre-vingt-quatorzième session) en faveur de la Commission de l'agriculture familiale (REAF) du Marché commun du Sud (MERCOSUR) destiné à financer la consolidation institutionnelle de la REAF, que l'administrateur n'était plus le Programme des Nations Unies pour le développement mais le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). L'Administratrice pour la Suède a remis en question le choix de l'UNOPS pour administrer le projet, alors que la performance de l'UNOPS en matière de gestion, évaluée par la direction du FIDA, avait été jugée négative. Elle a aussi exprimé le souhait que ce type de communication soit présenté au Conseil par écrit et pas seulement verbalement. Il a été expliqué que la décision du FIDA de prendre ses distances avec l'UNOPS pour ce qui est de la supervision du projet n'avait rien à voir avec l'aptitude de celui-ci à administrer des programmes, service qu'il assurait dans le monde entier avec une compétence reconnue. En outre, des éclaircissements ont été apportés quant à la distinction entre la décision de cesser de faire appel aux services de l'UNOPS en matière de supervision et le choix de cet organisme pour administrer le programme. Enfin, il a été confirmé que le

programme REAF serait supervisé directement par le FIDA, tandis que l'UNOPS se chargerait exclusivement de l'administration des ressources du don.

16. Les propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI (document EB 2009/96/R.24) ci-après ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-seizième session:

a) Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): programme d'amélioration des moyens d'existence des petits paysans et des femmes rurales grâce à la valorisation de la transformation et au développement des exportations de cachemire, laine et mohair

Le Conseil a approuvé un don de 1 500 000 USD. Sur la base de la législation des États-Unis qui exige de voter systématiquement contre toute aide des institutions financières internationales en faveur de l'Iran, l'Administratrice pour les États-Unis a fait part de son opposition à la proposition de don à l'ICARDA et a demandé que cette opposition soit consignée dans le procès-verbal de la présente session.

b) Institut international de recherche sur le riz (IIRR): programme d'amélioration des moyens d'existence des petits riziculteurs pauvres d'Asie du Sud et du Sud-Est et de lutte contre la pauvreté dans le cadre du Consortium de recherche sur la riziculture en environnement défavorable (CURE)

Le Conseil a approuvé un don de 1 500 000 USD.

17. Lors de l'approbation de ces deux dons, l'Administrateur pour la Suisse a remercié le Secrétariat d'avoir répondu par écrit aux observations formulées par l'Agence suisse de développement et de coopération à leur sujet et au sujet des dons à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI.

18. Les propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI (document EB 2009/96/R.25) ci-après ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-seizième session:

a) Instance de coordination des producteurs familiaux (COPROFAM) du MERCOSUR: Renforcement du poids des organisations rurales dans la concertation sur les politiques en Amérique du Sud

Le Conseil a approuvé un don de 416 000 USD.

Lors de l'approbation du don, l'Administrateur pour le Brésil a loué le FIDA pour cette initiative, qui visait à renforcer les capacités des organisations de petits producteurs afin de leur permettre de participer à la concertation sur les politiques au niveau du MERCOSUR. Il a indiqué que le Brésil se réjouissait à la perspective de resserrer ses liens de collaboration avec le FIDA dans ce domaine.

b) Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO): Le hub rural: appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre

Le Conseil a approuvé un don de 1 500 000 USD.

c) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme de développement de l'aviculture familiale

Le Conseil a approuvé un don de 600 000 USD.

- d) Centre de recherches pour le développement international (CRDI): Accès aux connaissances dans les zones rurales interconnectées - Phase II (KariaNet II)**

Le Conseil a approuvé un don de 1 500 000 USD.

- e) Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD): Programme relatif aux moyens de subsistance et aux services fournis par l'écosystème dans l'Himalaya: améliorer la capacité d'adaptation et la résistance des pauvres au changement climatique et aux évolutions socioéconomiques**

Le Conseil a approuvé un don de 1 500 000 USD.

- f) Don au titre du guichet-pays spécifique à l'Institut international de recherche sur le riz (IIRR) pour l'appui à la recherche agricole au profit de l'adaptation au changement climatique au Bangladesh (document EB 2009/96/R.26)**

Le Conseil a approuvé un don de 700 000 USD.

